



Commémoration de « la Simone » - Pertuis

Après la libération de Pertuis, les Alliés ont poursuivi leur route vers Apt, Lauris et Coustellet, Les groupes F.F.I.-F.T.P. de Pertuis et de la Tour d'Aigues les ont suivis jusqu'à Cavaillon, Avignon et Orange qu'ils ont contribué à libérer.

Une municipalité provisoire a été installée à Pertuis le 24 août par le nouveau préfet de Vaucluse, Jean CHARVET. C'est en fait le Comité de Libération qui contrôle la ville et a élu Alphonse COUSIN comme maire, avec Gustave GAUDRAN et Alphonse RAMUZ comme adjoints.

Les combats se poursuivent ensuite dans la vallée du Rhône, Lyon est libérée et la jonction des armées de libération alliées se fait du côté de Dijon le 12 septembre.

Les plus volontaires des combattants de l'ombre ont suivi les armées combattantes, mais d'autres, armés et en uniforme, aident au maintien de l'ordre, pourchassent les collaborateurs et les « traîtres », dans une situation qui, en Provence comme dans d'autres régions du Midi, demeure confuse. C'est le temps de l'épuration et des femmes tondues.

Dans un climat insurrectionnel, les « milices patriotiques » conservent leurs armes et s'affrontent aux collaborateurs, passés à la clandestinité (le « maquis brun »).

Au Pays d'Aigues, on enrôle les jeunes dans une unité commandée par le capitaine F.F.I. Gustave HENRY ; les recrutés de la 9^e Compagnie du Régiment Ventoux-Luberon sont cantonnés à Pertuis d'abord à l'école rue Giraud, puis à l'hôtel Terminus, enfin au château de la Simone.

Alors que Strasbourg est libérée par le Général Leclerc le **25 novembre 1944** et que le général de Gaulle, Président du Gouvernement Provisoire est à Moscou en visite officielle, une terrible explosion détruit le château de la Simone au matin de ce même jour et tue 31 jeunes engagés et résistants. On relève une quarantaine de blessés.

L'émotion est immense. Les victimes sont en partie des villages alentour. La population réclame justice.

Une trentaine de personnes accusées de collaboration sont enfermées dans les caves de la Mairie. Un tribunal populaire est réuni et prononce des condamnations à mort. C'est le Commissaire Régional de la République, représentant du gouvernement, Raymond AUBRAC en personne qui parvient à calmer les esprits en faisant juger sommairement le chef local de la Milice, le dentiste Robert AUTRUC.

Extrait de sa prison d'Avignon, l'homme est fusillé en public sur la place Mirabeau le 28 novembre à 17h30, contre le mur de l'église St Nicolas. Les témoins rapportent qu'il fit face au peloton avec cran. La foule est restée digne.

Le lendemain, les plus hautes autorités de la région président place Jean Jaurès des funérailles solennelles des trente et une victimes de la Simone, en présence du ministre de la Justice, François DE MENTHON.¹ Dans l'improvisation, la tribune où devaient prendre place les autorités s'est écroulée, créant beaucoup d'inquiétude aux hommes chargés du service d'ordre. Mais il y eut plus de peur que de mal et la cérémonie s'est poursuivie avec solennité.

L'événement eut suffisamment de retentissement pour que le général DE GAULLE le mentionne dans ses mémoires², l'associant à l'explosion suspecte d'un train de munitions et aux protestations des responsables communistes à propos de la dissolution des « milices patriotiques ».

Accident, conséquence funeste de rivalités personnelles ou attentat d'une « cinquième colonne » fasciste, on ignore toujours officiellement la cause de cette tragique explosion.

C'est dans un climat lourd de suspicions et de règlements de comptes que la vie politique va reprendre un cours plus régulier à Pertuis.

Les **29 avril et 13 mai 1945**, aux élections municipales, les femmes votent pour la première fois. Ces élections ne constituent cependant pas le désaveu redouté de la municipalité provisoire. Le **20 mai** Henri CREVAT, résistant et communiste est élu maire contre le socialiste Charles LUSSY, député- maire d'avant la guerre. Il a pour premier adjoint Alphonse COUSIN, maire sortant. Même si des divisions sont apparues au grand jour, c'est une victoire des hommes et des idéaux de la Résistance.

¹ Quotidien « La Marseillaise » des 28 et 30 novembre 1944.

² Ch. De Gaulle, *Mémoires de Guerre*, Tome III, Chap. 1 : La Libération.

Le ravitaillement reste difficile et les destructions des voies de communication ralentissent considérablement les voyages : il faut compter plus d'une journée pour se rendre à Marseille en train ! Le seul train part de Pertuis à 14h. Arrivée à Marseille à 18h30. Retour le lendemain à 7h30.

Après le **8 mai 1945**, les prisonniers et de trop rares déportés sont rentrés au pays. Dans les fermes du Pays d'Aigues, de nombreux prisonniers allemands ont aussi travaillé, acceptant volontiers le rude travail de l'ouvrier agricole alors que nombre de leurs camarades étaient astreints au dangereux déminage des côtes méditerranéennes.

Charles LUSSY, député à la Constituante, retrouve sa fonction de Maire aux élections municipales de 1947. Elu le 19 octobre 1947, il resta Maire jusqu'au 3 mai 1953.

Pénurie et rationnement continuent jusqu'en 1948, car la reconstruction du pays demande encore bien des sacrifices. Ce n'est vraiment qu'avec les années 1950, et la construction d'un nouveau pont suspendu en 1952, que la vie redevient normale, calme et paisible.

Jean-Jacques DIAS – novembre 2010

Photographies : Gilbert SOULET, novembre 2009



